

Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs macroéconomiques	2018	2019 (INE)	2020 (Budget rectificatif)
Croissance PIB (%)	2,6	2,2	- 6,9
Solde public (% du PIB)	- 0,4	+ 0,2	- 6,3
Solde primaire (% du PIB)	2,7	3,4	- 3,2
Dette (% du PIB)	121,9	117,7	134,4
Taux de chômage (% PA)	7	6,5	9,6
Indice harmonisé des prix à la consommation (%)	1	0,3	- 0,2

Indicateurs du commerce extérieur	1 ^{er} semestre 2020
Exportations de biens (Md€, Banco de Portugal)	25,2 (- 17,1 % en g.a**)
Importations de biens (Md€, Banco de Portugal)	32,6 (- 19,7 % en g.a.)
Exportations de services (Md€, Banco de Portugal)	10,1 (- 34,8 % en g.a.)
Importations de services (Md€, Banco de Portugal)	6,5 (- 22 % en g.a.)

* Hors recapitalisation de la banque publique Caixa Geral de Depósitos, le déficit public a été de 0,92 % du PIB

** Glissement annuel

MACROECONOMIE

- Le PIB du Portugal chute de 16,3 % au deuxième trimestre

Selon l'INE, au deuxième trimestre 2020, le PIB du Portugal s'est replié de 16,3 % en glissement annuel, soit une légère révision par rapport à la première estimation publiée par l'INE (- 16,5 %). Par rapport au premier trimestre de 2020, le PIB a reculé de 14,1 %. Il s'agit de la 4^{ème} plus forte contraction du PIB parmi les 20 pays européens pour lesquels Eurostat a publié les données du 2^{ème} trimestre, derrière l'Espagne (- 22,1 %), la France (- 19 %) et l'Italie (- 17,3 %) ; les économies du sud de l'Europe sont particulièrement touchées compte tenu du poids du tourisme dans leur économie. La récession au niveau de l'UE atteint - 14,1 % (contre - 14,4 % dans les statistiques provisoires de juillet).

- La Commission européenne propose un prêt de 5,9 Md€ pour que le Portugal puisse financer le régime de chômage partiel

La Commission européenne a soumis au Conseil européen une proposition de prêt d'un montant de 5,9 Md€ pour le Portugal au titre du nouvel instrument SURE (*Support to mitigate Unemployment Risks*), destiné à soutenir l'emploi en Europe. La Commission a précisé que ce prêt « avec des conditions favorables » servirait à « aider le Portugal à faire face aux augmentations subites des dépenses publiques destinées à préserver les emplois ». Ce prêt devrait notamment permettre de financer le dispositif de chômage partiel exceptionnel qui a bénéficié à plus de 800 000 travailleurs ces derniers mois, ainsi que les mesures de soutien à l'emploi du Plan de Stabilisation Economique et Social (PEES), en particulier « l'aide à la reprise progressive ». La création du mécanisme SURE remonte au mois de mai, sur une proposition de la Commission du 2 avril. Au total, la Commission a proposé 87,3 Md€ de prêts pour 15 pays.

- **Le déficit extérieur du Portugal avoisine les 2 Md€ en juin 2020**

Le solde des balances courante et de capital, en dépit d'une amélioration au mois de juin, atteint un déficit de 1.985 M€ selon [le dernier rapport de la Banque du Portugal](#), soit une augmentation de près de 20 % par rapport au déficit enregistré en juin 2019 (1.662 M€). La Banque du Portugal indique que cette évolution résulte de l'aggravation du déficit de la balance des biens et surtout de la baisse prononcée de l'excédent de la balance des services, en particulier dans la catégorie « voyages et tourisme ». Sur les six premiers mois de l'année, les exportations de biens et de services ont diminué de 22,8 % (- 17,1 % pour les biens et - 34,8 % pour les services). La baisse atteint 18,1 % pour les importations (- 19,7 % pour les biens et - 22 % pour les services).

- **Le stock d'Investissements Directs Etrangers (IDE) au Portugal recule de 624 M€ au premier semestre 2020 par rapport à fin 2019**

Selon [la presse](#), sur la base des données de la Banque du Portugal, le recul s'explique par un désinvestissement important du Luxembourg (- 1,1 Md€), des Pays-Bas (- 600 M€), du Brésil (- 500 M€) et de l'Angola (- 200 M€). L'essentiel des flux sortants concerne des opérations financières ou immobilières, qui correspondent vraisemblablement à des ventes d'actifs (ex. participations) ou des rapatriements de bénéficiaires de la part des entreprises portugaises dont le siège est situé aux Pays-Bas ou au Luxembourg pour des raisons fiscales et qui expliquent le poids considérable de ces deux pays dans les statistiques.

Cette réduction a été amortie partiellement par une hausse des flux intrants depuis l'Espagne (+ 830 M€), l'Allemagne (+ 291 M€) et la France (+ 268 M€). Malgré le contexte économique dégradé, le président de l'agence de promotion de l'investissement portugaise (AICEP), Luis Castro Henriques se dit optimiste et estime que le montant des manifestations d'intérêt pour des projets d'investissements à venir atteint environ 1 Md€.

- **Le nombre d'inscrits au chômage enregistre une hausse record en juillet**

Le nombre de chômeurs inscrits auprès de l'Institut de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (IEFP – équivalent de Pôle Emploi en France) enregistre la plus forte hausse de son histoire en glissement annuel. [D'après l'IEFP](#), le nombre de chômeurs en juillet 2020 a augmenté de 37 % par rapport au mois de juillet 2019, soit au total 407.000 chômeurs (+ 110.000 en variation absolue). « En flux », la hausse du nombre de chômeurs au mois de juillet atteint 10,9 % en glissement annuel soit une hausse de 46.800 inscrits.

La volatilité des effets de la crise sur le marché de l'emploi s'illustre en particulier dans le secteur de « l'hébergement et la restauration » qui a enregistré la plus forte hausse « en stock », le nombre de chômeurs ayant presque doublé entre juillet 2019 et juillet 2020, passant de 20.000 à près de 40.000, et, en même temps, ayant enregistré la plus forte baisse au mois de juillet (- 3,5 %). Cette tendance se reflète d'ailleurs au niveau régional puisque le nombre de chômeurs en Algarve a triplé par rapport à 2019 ; cependant, d'après les données du Cabinet de Stratégie et de Planification, c'est également la seule région à connaître une baisse du nombre de chômeurs entre le mois de mai et le 12 août (env. - 5.300) tandis qu'il a fortement augmenté à Lisbonne (+ 9.000).

Selon les chiffres de l'IEFP, 19 % des nouveaux chômeurs entre mars et juillet ont été licenciés, soit 47.000 employés, une augmentation de 123 % en glissement annuel. Les fins de contrats à durée déterminée sont également en forte hausse (+ 71 % soit 136.000 personnes supplémentaires).

POLITIQUE BUDGÉTAIRE

- **Moody's prévoit un déficit public de 9,2 % du PIB pour le Portugal**

L'agence de notation financière anticipe que le déficit public portugais atteindra 9,2 % du PIB cette année (contre 7 % pour le gouvernement) et devrait rester en territoire négatif en 2021 (- 4,8 %). Ces prévisions accréditent l'idée d'une reprise plus lente qu'initialement prévue et d'une dégradation plus prononcée des finances publiques qui, selon l'agence, rend les « futures consolidations budgétaires plus complexes ». L'agence estime qu'en dépit des mesures prises par le gouvernement – qui expliquent largement le déficit –, le PIB devrait se contracter de 9,5 % cette année (contre – 9,8 % pour la Commission et – 6,9 % pour le gouvernement), une récession parmi « les plus graves de la zone euro ».

Toutefois, l'agence n'a pas exclu une révision à la hausse de la note souveraine du Portugal si, une fois la pandémie passée, le gouvernement continue ses efforts de consolidation budgétaire et si la reprise économique permet d'atteindre « un recul significatif et soutenable du poids de la dette rapporté au PIB dans les prochaines années ».

- **Le taux d'endettement de l'économie portugaise atteint 360,2 % du PIB en juin**

Selon les données [publiées par la Banque du Portugal](#), après une forte augmentation au printemps, l'endettement de l'économie portugaise (*i.e.* dette cumulée des entreprises, des ménages et de l'État) a diminué de 5,2 Md€ en juin pour atteindre 735,4 Md€. Rapporté au PIB, le niveau d'endettement au 2^{ème} trimestre passe de 340,8 % à la fin du 1^{er} trimestre à 360,2 %. Néanmoins, cette hausse est surtout due à un effet mécanique lié à la récession historique du 2^{ème} trimestre (- 16,3 %). En valeur absolue, la banque centrale souligne que, par rapport au dernier trimestre 2019, l'endettement du secteur non-financier a augmenté de 16,7 Md€ dont 10,1 Md€ pour le secteur public.

SECTEUR BANCAIRE

- **La Banque du Portugal recommande de nouveau aux petites banques de geler le versement des dividendes cette année**

Début avril, Carlos Costa, ancien gouverneur de la Banque du Portugal, avait recommandé aux petites banques de ne pas verser de dividendes au moins jusqu'en octobre 2020, à la suite d'une recommandation de la Banque Centrale Européenne (BCE). Son successeur, Mário Centeno, suivant l'avis du superviseur européen, a décidé de prolonger cette recommandation jusqu'à la fin de l'année en l'élargissant aux fonds et banques d'investissement. Le gouverneur de la banque centrale justifie cette décision par la nécessité de préserver les fonds propres des établissements afin de maintenir leur capacité à financer l'économie et à absorber les pertes.

- **La Commission approuve la création de la nouvelle banque de développement**

La Commission européenne a autorisé la constitution d'une nouvelle banque de développement (*Banco de Fomento*) au Portugal. La Banque du Portugal devrait délivrer la licence bancaire nécessaire à sa création d'ici à la fin de cette année. La nouvelle banque de développement résultera de la fusion de l'Institution Financière de Développement, du Système Portugais de Garanties Mutuelles et de *PME Investissement*, ce qui devrait permettre d'optimiser leur fonctionnement et leur coordination ainsi que de centraliser les moyens pour mobiliser davantage de fonds afin de répondre à la crise. Le projet vise notamment à financer directement les entreprises et à agir comme une "banque verte nationale", pour financer des projets qui contribueront à la décarbonation de l'économie. A la suite de l'autorisation de la Commission européenne,

le Président de la République portugaise, Marcelo Rebelo de Sousa, a signé le décret-loi qui entérine officiellement la création de la nouvelle banque.

SECTORIEL

- **Un nouveau record de prix a été atteint pour les enchères solaires**

Lors d'une conférence de presse, le 26 août, le Ministre de l'Environnement Joao Matos Fernandes a annoncé et commenté les résultats des 2^{èmes} enchères solaires pour l'attribution de 12 lots répartis entre l'Algarve et l'Alentejo pour 700 MW de capacité de connexion au réseau électrique. Sur les 12 lots en jeu, le coréen *Hanwa Q-Cells* a remporté six lots, le français *Tag Energy* deux les espagnols *Iberdrola*, *Endesa*, *Enerland* et *Audax Energy* un lot chacun. Évoquant l'absence d'entreprises portugaises parmi les vainqueurs, le ministre a rappelé qu'il ne s'agissait pas « d'enchères pour les tarifs mais d'enchères pour les biens très rares que sont les points d'accès au réseau [électrique] » et a souligné qu'un « player déjà présent au Portugal accorde moins de valeur à l'accès au réseau qu'un player qui cherche à s'installer au Portugal ».

Selon lui, c'est pour cette raison qu'un nouveau record de prix a été atteint sous le régime de prix garantis (*feed-in tariffs*) avec un lot attribué à 11,4 €/MWh (à comparer avec les prix de gros actuels sur le marché de l'électricité ibérique, le MIBEL, compris entre 40 et 45 €, et le record de 2019 de 14,76 €/MWh). Il estime que les prix atteints représentent une économie de 559 M€ pour les consommateurs finaux sur 15 ans - les contributions payées au Système Electrique National par les promoteurs étant destinées à réduire les prix pour les consommateurs. Environ les 2/3 des offres ont été attribué sous un régime de prix innovant pour des projets incluant des capacités de stockage ; le ministre s'est félicité du succès de ce régime qui devrait permettre au Système Electrique National de bénéficier d'au moins 100 MW de stockage d'électricité, nécessaires pour gérer l'intermittence de la production d'électricité d'origine renouvelable.

- **Le gouvernement prévoit une enveloppe de plus de 500 M€ pour la production d'hydrogène vert**

Le gouvernement devrait présenter d'ici la fin de l'année un mécanisme de soutien destiné à compenser la différence entre le prix de production de l'hydrogène vert et celui du gaz naturel sur le marché ibérique (MIBGAS), d'après le Plan National pour l'Hydrogène publié [au Journal Officiel](#). Les premières enchères pour la production d'hydrogène devraient être lancées en 2021 et le gouvernement prévoit d'allouer entre 500 M€ et 550 M€ tirés du Fond environnemental pour compenser les différences de prix entre l'hydrogène vert et le gaz naturel, ce qui permettrait, selon lui, de rendre le développement de la technologie attractif sans entraîner de surcoût pour les consommateurs. Ce faisant, le gouvernement tente de répondre aux critiques, notamment du *PSD* (centre-droit) qui craignent que les ambitions en matière de production d'hydrogène entraînent une hausse des coûts pour les consommateurs, à l'instar des précédents mécanismes de subvention pour les énergies renouvelables.

Pour rappel, le gouvernement ambitionne de développer un projet important de production d'hydrogène dans le port de Sines à travers un consortium international, dont le montant pourrait dépasser les 1,5 Md€ selon la [Stratégie Nationale pour l'Hydrogène](#). Pour renforcer la candidature du projet au statut PIIEC (*Projet Important d'Intérêt Européen Commun*), le gouvernement l'a intégré dans un appel à manifestations d'intérêts pour développer d'autres projets liées à la production d'hydrogène vert. Sur les 74 propositions recueillies le 17 juillet, la moitié, soit 37 d'entre elles, ont été retenues après une première phase de tri, correspondant à un investissement total d'environ 9 Md€. Les projets doivent maintenant être détaillés et évalués plus précisément.

- **Le mécanisme d'émission de garanties d'origine pour l'hydrogène est entré en vigueur**

Le mécanisme d'émission de garanties d'origine pour l'électricité produite à partir de sources renouvelables, incluant notamment les gaz d'origine renouvelables, dont l'hydrogène, est entré en vigueur le 18 août 2020. D'après le [décret-loi](#) publié au Journal Officiel, ces certificats électroniques visent à garantir aux consommateurs finaux la part ou la quantité d'énergie d'origine renouvelable contenue dans les offres énergétiques des fournisseurs. Le gouvernement a également actualisé les objectifs d'incorporation d'énergie renouvelable dans la consommation finale brute d'énergie à 31 % pour 2020 et à 47 % pour 2030. Selon les autorités portugaises, les garanties d'origine devraient dynamiser la croissance de la production à partir de gaz renouvelables et participer à la décarbonation de l'économie portugaise.

- **Mota-Engil annonce un partenariat avec un grand groupe international**

La plus grande entreprise de construction portugaise *Mota-Engil* a annoncé avoir conclu un partenariat avec l'un des plus grands groupes dans les infrastructures au monde. Le groupe devrait détenir 30 % des parts de *Mota-Engil* à travers une augmentation de capital. Selon des informations de la presse portugaise, il s'agirait vraisemblablement de l'entreprise publique chinoise *China Communications Construction Company* (CCCC). L'accord, en phase finale de négociation, valoriserait l'entreprise à un prix largement supérieur à sa valeur actuelle de marché : la valorisation de référence actuelle, à partir de laquelle se déroule la négociation, serait de 750 M€ et l'accord impliquerait de nouveaux investissements pour développer l'offre commerciale du groupe. A la suite de ces informations, l'action du groupe a gagné 12 %. L'actionnaire majoritaire actuel, *Mota-Engil Participações* devrait conserver 40 % du capital. L'annonce intervient après une phase de réduction d'actifs de la part de l'entreprise, en particulier dans les infrastructures autoroutières (ex. vente d'*Ascendi*) et portuaires. L'opération doit encore être validée par les autorités de la concurrence compétentes.

- **Ryanair tente de faire annuler le plan d'aides publiques apporté à la TAP**

La compagnie aérienne irlandaise a déposé un recours devant le Tribunal de Justice de l'Union Européenne (TJUE) pour tenter de faire annuler le plan de soutien public de 1,2 Md€ à la compagnie aérienne portugaise *TAP*, approuvé le 10 juillet par la Commission européenne. Le contentieux aurait été initié le 22 juillet dernier et une décision serait attendue dans les 8 à 10 prochains mois. Le plan de soutien implique un remboursement de l'aide dans les 6 mois après son versement ou un plan de restructuration. Si la décision du tribunal s'avérait favorable au plaignant, *TAP* pourrait être tenue de rembourser la somme perçue. *Ryanair* estime, entre autres, que l'aide enfreint le principe de « non-discrimination ». Le responsable des affaires légales de *Ryanair*, Juliusz Komorek, a ainsi déclaré que « le plus naturel serait une solution pour tous, par exemple à travers la réduction des taxes aéroportuaires et de navigation aérienne ».

- **A la suite des « Luanda leaks », Sonae achète 7,38 % du capital de Nos et va détenir plus d'un tiers du capital de l'opérateur après la dissolution de ZOPT**

Dans un communiqué envoyé à la Commission de Marché des Valeurs Mobilières (CMVM), le groupe *Sonae* a annoncé avoir signé et formalisé un contrat de vente avec le groupe bancaire *BPI* pour le rachat de 7,38 % du capital de l'opérateur de télécommunications *Nos* (soit 38 M d'actions). Le groupe détiendra 33,45 % du capital et permettra à l'entreprise de conserver une position de contrôle dans *Nos*. *Sonae* a en effet annoncé être parvenu à un accord pour la dissolution de la *holding ZOPT* qui détenait 52,15 % du capital de *Nos* répartis entre *Sonae* et deux entreprises de la femme d'affaires angolaise, Isabel dos Santos, mise en cause dans une affaire de corruption révélée par les *Luanda Leaks*.

- **Le Portugal a été la 15^e destination mondiale en 2019 selon le Baromètre OMT**

Selon l'édition de juillet du [Baromètre de l'Organisation mondiale du tourisme \(OMT\)](#) [accès payant], le Portugal a gagné deux places dans le classement mondial des arrivées de touristes internationaux, se positionnant comme la 15^e destination touristique au monde en 2019.

Selon [les données de l'Institut national des statistiques \(INE\)](#), le Portugal a enregistré un total de 24,6 M entrées de touristes internationaux en 2019, ce qui correspond à une croissance de 7,9 % par rapport à l'année précédente (+7,5 % en 2018). L'Espagne est restée le principal émetteur de touristes vers le Portugal (6,3 M, soit 25,5 % du total), suivie du Royaume-Uni, de la France et de l'Allemagne.

Grâce à cette performance, le Portugal a gagné des parts de marché au niveau mondial, avec une croissance bien supérieure à la moyenne mondiale (+3,6 %) et européenne (+4,0 %), ainsi qu'en Europe du Sud et dans la région méditerranéenne (+5,4 %). Sur les 20 premières destinations mondiales, le Portugal a enregistré le troisième taux de croissance le plus élevé. Enfin, le Portugal a perçu 18,4 Md€ de recettes touristiques internationales en 2019 (+8,1 % par rapport à 2018), maintenant ainsi sa 20^{ème} position au niveau mondial.

DIVERS

- **Le Portugal intègre la liste des « couloirs aériens sûrs » du Royaume-Uni**

Le Ministère des Affaires étrangères britannique a annoncé avoir placé le Portugal sur la liste des « couloirs aériens sûrs » à compter du 22 août, qui permet aux voyageurs en provenance du Portugal d'être exemptés de quarantaine (14 jours) à leur arrivée en Grande-Bretagne. Les autorités britanniques ont justifié cette décision par « l'intense travail bilatéral réalisé, tant au niveau politique qu'au niveau technique » ayant permis de « transmettre [...] toutes les informations nécessaires au regard de la situation épidémiologique ». La décision est en effet intervenue une semaine après l'envoi d'un rapport sur la situation épidémiologique au Portugal de la part des autorités portugaises. Le président de la Confédération du Tourisme du Portugal s'est réjoui de cette annonce, tout en déplorant une décision trop « tardive », considérant les mois de juillet et août comme « perdus » (pour mémoire, les touristes britanniques représentent habituellement la première source de recettes du secteur).

- **Le gouvernement va réhabiliter 18 660 propriétés dans le cadre de son programme pour des loyers accessibles**

18 660 propriétés vacantes réparties sur l'ensemble du pays seront incluses dans [le programme de « loyers abordables »](#) lancé en juillet 2019. L'investissement public devrait atteindre 2,3 Md€ (investissement direct de l'État d'environ 1,7 Md€ auquel s'ajouteront une contribution de 600 M€ des autorités locales). Les biens seront sélectionnés par l'Institut du logement et de la réhabilitation urbaine (IHRU).

Responsable de la publication : Stanislas Godefroy

Ambassade de France à Lisbonne,
Service économique
R. Santos-O-Velho 5,
1249-079 – Lisbonne



Internet : https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/PT_

Suivez-nous sur Twitter : @DGTresor_Iberia

Copyright : Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Lisbonne

Rédigé par : Louis Diéval

Abonnement/désabonnement :
lisbonne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité :

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.